

Bilan 2011-2012 et Perspectives 2012-2013 : Le défi de la mobilisation

Assemblée générale annuelle d'Alternatives
Montréal, le 20 octobre 2012

Préambule stratégique : 2008-2013

Ce rapport s'inspire de l'évolution de notre *Plan stratégique 2008-2013* qui s'exécute malgré les contradictions financières qui seront explicités plus loin. En 2012-2013, ce processus stratégique devra être revu pour l'adoption de nouvelles perspectives pour 2013-2018. Pour rappel, l'Assemblée générale annuelle de 2008 nous avait permis d'adopter le programme ici-bas.

3 champs d'action		
Écologie politique pour une société durable	Démocratie, paix et citoyenneté	Mouvements pour la justice sociale
Communication solidaire pour le changement		
Formation d'une relève ici et ailleurs		
Mise en réseaux		
Pérennisation et renforcement du mouvement		

Notre vision

Alternatives sait qu'un autre monde est possible, à travers la construction de sociétés durables. Cette conviction repose sur l'engagement, l'expérience et les valeurs des membres d'Alternatives et des mouvements sociaux auxquels ils appartiennent.

- Il s'agit d'un monde plus juste dans lequel les femmes, les hommes et les enfants pourront vivre dans la dignité le respect et le partage équitable du pouvoir et des ressources nécessaires pour vivre et pour s'épanouir.
- C'est un monde respectueux de la diversité des peuples et des personnes que l'on construit dans le respect des droits humains, civils, économiques, sociaux et culturels de toutes et tous.
- Cet autre monde possible repose sur la solidarité, la coopération, le respect de l'environnement, la paix et la démocratie participative.
- Cet autre monde, fondé sur un développement économique et social juste, durable et démocratique, est déjà en difficile mais réelle construction, à l'échelle locale, nationale et mondiale.

Notre mission

Forte de sa vision et de son expérience nationale et internationale, Alternatives est une organisation qui œuvre pour la solidarité, la justice et l'équité, ici et ailleurs dans le monde.

Notre mission vise la mise en réseau, la promotion et la construction d'initiatives novatrices des mouvements populaires et sociaux luttant en faveur des droits économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux.

Alternatives veut renforcer l'action citoyenne et la contribution des mouvements sociaux dans la construction de ces sociétés durables.

Trois champs d'action en 2008-2013

1- L'écologie politique pour une société durable

La crise écologique mondiale est maintenant largement reconnue. Autant elle nous fait craindre les impacts qu'elle a et continue d'avoir sur la planète et sur nos vies, autant les solutions proposées par le marché semblent dérisoires. Face à ce constat, les gouvernements sont lents, et promeuvent encore un développement qui repose sur la croissance économique alimentée par une utilisation toujours plus grande des ressources. Il faut repenser le développement! D'autre part, les pays du Sud, qui aspirent à de meilleures conditions, ne peuvent simplement être limités dans leur développement sous prétexte de nos erreurs du passé, mais s'ils les reproduisent, ils alimenteront la catastrophe. Face à ce dilemme, et à celui du nécessaire changement de paradigme au Nord, la perspective de l'écologie politique offre des pistes de solution et de compréhension.

Notre compréhension de la formulation « écologie politique » est la suivante : l'écologie demeure à la base une science qui étudie les relations entre le biotique et l'abiotique, mais l'ajout du qualificatif « politique » insiste sur la dimension des structures sociales, politiques et culturelles qui organisent le rapport des humains à la nature.

L'écologie politique souligne l'importance d'impliquer les populations locales dans le développement permis par les ressources afin de mieux partager les richesses. Elle met ainsi la question de l'organisation de nos sociétés au centre des préoccupations, arguant que si la voix des intérêts économiques et traditionnels continue de dominer, nous demeurerons dans le même cul-de-sac.

2- Démocratie, paix et citoyenneté : Priorité à l'enjeu de l'immigration

Selon l'ONU, près de 200 millions de personnes (3% de la population mondiale) sont des immigrants. Le capitalisme contemporain restructure le monde du travail, considéré comme une marchandise qu'il faut rentabiliser. Ainsi, la demande de main d'œuvre est immense dans l'agriculture, la construction, les services, etc... Dans la plupart des pays, les flux sont en forte croissance, tant sous une forme légale qu'autrement dans une situation où la frontière entre le licite et l'illicite devient poreuse.

250 000 personnes immigreront chaque année au Canada. En 2017, 22% de la population sera immigrante. Même en tenant compte du pourcentage élevé de diplômés universitaires, les revenus des immigrants demeurent inférieurs de 10% à la moyenne nationale. Autre indicateur, 15% de la population immigrante vit en dessous du seuil de pauvreté, soit le double du

pourcentage national. Dans le discours de la droite, les immigrants ont des droits, mais surtout des devoirs, dont celui d'accepter de travailler plus et à bon marché, bref de «payer le coût».

La nouvelle question de l'immigration s'inscrit dans la logique néolibérale. Elle justifie des régressions évidentes au niveau des droits en créant un sentiment d'insécurité un peu partout. Selon toute évidence, le capitalisme contemporain vise à fragmenter la société en autant de corridors ethniques, religieux, communautaires, en lutte les uns contre les autres. Le mouvement social doit déjouer cette stratégie et coaliser les classes populaires, immigrantes et non immigrantes. Nous sommes citoyens et citoyennes, nous avons les mêmes droits et les mêmes devoirs, nous construisons, ensemble, un autre monde!

3- Les mouvements pour la justice sociale

Le Forum social québécois s'est terminé le 26 août 2007, et tout le monde s'entend pour affirmer que ce fut un succès, notamment par la quantité impressionnante de participants et participantes. Celui de 2009 fut moins bien noté, mais à l'inverse, l'Assemblée des mouvements sociaux qui le suivit donna naissance à la Coalition main rouge qui devait par la suite marquer le Québec notamment durant le récent *Printemps Érable*.

Alternatives veut réfléchir et contribuer à sa façon à soutenir des processus intégrateur pour ceux et celles qui veulent bâtir un autre Québec dans un autre monde. Nous croyons que les forums sociaux offrent des modèles qui permettent de faire avancer ces processus.

Nos processus de forums doivent mener les mêmes réflexions, tant en lien avec celles du FSM, qu'en fonction des conjonctures québécoise et canadienne. S'il est impératif de préserver un espace pluraliste pour ne pas créer une pensée hégémonique au sein des forums et poursuivre dans le respect de la diversité, il est également important de penser à des méthodes qui permettront de donner corps à ce rassemblement, et de faire en sorte qu'il fasse naître davantage d'articulations porteuses de changement. Le Forum québécois doit adopter une politique ou des mesures cohérentes pour se lier à la dynamique mondiale, tant en donnant un caractère international aux luttes locales qui sont menées ici, qu'en participant aux mouvances internationales qui se dégagent des éditions mondiales.

Depuis août 2011

Le présent rapport couvre la période allant depuis la dernière Assemblée générale des membres en août 2011, jusqu'à l'Assemblée générale d'octobre 2012. Compte tenu de l'effervescence particulière des derniers mois, le *Printemps Érable*, il nous est apparu essentiel d'intégrer notre travail dans ce contexte.

En août 2011, l'assemblée générale d'Alternatives (AGA) se déroule dans un contexte de défis croissants: des moyens réduits, des prises de position souvent critiquées et un nombre important de changements structuraux qui ont compliqué même l'accès à des guichets de financement. En réponse à ce contexte, Alternatives choisit de renforcer sa campagne de membership, une campagne qui a été maintenue tout au long de 2011-2012 et a permis à plus d'un millier de personnes de formellement devenir membres d'Alternatives.

Au plan politique, la dernière assemblée a permis aux membres d'adopter une nouvelle déclaration réaffirmant le travail d'Alternatives en faveur des droits humains et sociaux partout dans le monde. Cette déclaration rappelait l'engagement de l'organisation de lutter pour ces mêmes droits au Québec et au Canada. Servant de réponse aux nouvelles attaques de la droite contre Alternatives, cette déclaration, parue dans le quotidien *Le Devoir* tout de suite après l'AGA, a également permis de mieux inscrire le travail d'Alternatives sur la scène nationale.

Depuis le mois de mars 2012, d'un 22 du mois à l'autre, notre printemps érable aura déployé ses ailes pour inscrire au final une marque historique, celle de la victoire d'un vaste mouvement social face à un gouvernement qui refusait d'écouter le peuple. À sa mesure, Alternatives a contribué à ce mouvement grâce à ses outils de communications (site Web, Journal des Alternatives, page mensuelle dans *le Devoir*), son implication dans la coordination et la mobilisation du 22 avril ainsi que l'organisation de la première édition du Festival des solidarités. Au cours des prochains mois, avec le projet du *Forum social Québec, Canada et Premières Nations*, Alternatives participera à une grande dynamique progressiste qui cherche à construire un nouveau paradigme politique, économique et social.

Au plan international, malgré des moyens financiers réduits, Alternatives a continué à appuyer plusieurs partenaires, notamment dans la région du Maghreb et du Machrek, en Amérique centrale, en Afrique de l'Ouest et en Haïti. Alternatives poursuivra ce travail au cours de la prochaine année et participera à deux importantes mobilisations internationales, soit le *Forum social mondial* en 2013 en Tunisie et le *Forum mondial en solidarité avec la Palestine*.

Mais plus que jamais, pour maintenir ce travail, les enjeux financiers demeurent immenses. Au lendemain de la dernière assemblée générale, une réflexion s'est ouverte impliquant le conseil d'administration et toute l'équipe de travail. Des rencontres conjointes ont eu lieu et des échanges se sont tenus sur la nature du tournant à opérer pour devenir un acteur plus percutant dans la conjoncture politique, tout en diversifiant les sources de financement auprès des membres et des partenaires de notre action.

Dans une résolution adoptée en le 15 octobre, le conseil d'administration reconnaissait que «*des changements importants doivent être opérés au fonctionnement de l'organisation, dans sa structure financière et budgétaire ainsi que dans les mécanismes à même à mettre en œuvre pour réaliser sa mission, voire pour exister* ». Au terme d'une première phase de réflexion, les réunions subséquentes du conseil d'administration confirmaient la volonté de défendre à la fois les activités traditionnelles en coopération internationale et le statut de d'organisme de charité. Du même coup, le conseil d'administration décidait d'ouvrir une démarche qui vise à diversifier l'action et les sources de financement de l'organisation. C'est dans cette perspective que le projet du Festival des solidarités a été développé.

Avec le présent bilan annuel 2011-2012, nous remettons au jeu la discussion engagée au cours de la dernière année. Les perspectives 2012-2013, nous voulons dresser les lignes de force de notre plan de travail. En conclusion, nous avons préparé une recommandation qui invite l'assemblée générale à souscrire à un projet politique et organisationnel susceptible de clarifier l'action que nous voulons engager dans la prochaine période.

PREMIÈRE PARTIE : BILAN 2011-2012

La coopération internationale : Les droits humains et l'agriculture urbaine

Au cours de la dernière année, notre travail en coopération internationale a porté sur nos trois champs d'action:

- 1- Agriculture urbaine (Haïti et Cameroun);
- 2- Droits humains et les communications (Ejousour dans la région du Maghreb et du Machrek et appui aux communautés Tsahilla en Équateur);
- 3- Contribution aux processus de forums sociaux (notamment via la Fédération Alternatives International).

D'autres thématiques complémentaires ont aussi été développées.

L'agriculture urbaine dans les projets internationaux

Avec l'appui de l'ACDI et du *Ministère des relations internationales (MRI)* du Québec, en collaboration avec l'organisation haïtienne Aprosifa et la Mairie de Port-au-Prince, Alternatives appuie un projet d'agriculture urbaine dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince. Ce projet vise à développer des jardins collectifs et d'alimenter des cantines scolaires en légumes frais. Bien que le projet ait été évalué très positivement, le MRI n'a malheureusement pas confirmé son soutien cette année et donc la pérennisation de cette initiative demeure enjeu prioritaire pour 2012-2013.

Les stages Québec sans frontières du MRI ont également permis de développer de plus petites initiatives d'agriculture urbaine, notamment au Cameroun, avec le partenaire Protège QV.

Les droits humains dans la région du Maghreb et du Machrek et Ejousour

Depuis 2008, en collaboration avec le FMAS et les partenaires d'AlterInter, Alternatives appuie la mise en place du projet E-Jousour.net qui vise à contribuer à la participation accrue des mouvements sociaux de la région du Maghreb et du Machrek.

En 2010, grâce à un financement de la *Commission européenne* et du *Fonds francophone des inforoutes*, Alternatives lançait une nouvelle phase du projet au Maroc, en Algérie, en Jordanie, en Tunisie, en Égypte, en Palestine, au Liban et en Irak afin de renforcer les organisations féministes au sein de la coalition et de faire avancer les droits des femmes.

Le projet a permis d'organiser une série d'ateliers et de forums de formation, de sensibilisation et de mobilisation. S'inscrivant dans les dynamiques du *Forums Maghreb/Machrek* et *Forum social mondial* qui se déroulera au mois de mars 2013, le projet constitue un moteur important de ces processus.

Au mois d'avril 2012, à la suite des recommandations du *Forum régional des femmes* à Marrakech, le projet a développé un plan stratégique pour dessiner les suites d'E-jousour et de sa composante féministe. Cette stratégie souligne notamment le rôle et l'importance des médias sociaux et des médias alternatifs dans la mobilisation régionale. Elle suggère notamment une évaluation des outils utilisés par les membres d'E-jousour, l'identification de partenaires plus stratégiques, le perfectionnement et la pérennisation des outils de communication et le renforcement des liens avec des acteurs nationaux, régionaux et internationaux. Dans un contexte où les États cherchent à contrôler l'espace démocratique, E-jousour doit également se pencher

sur des questions d'accès à l'information, de droit à la communication et de l'appropriation des nouveaux médias par la société civile et de proposer de nouvelles actions collectives pour renforcer la liberté d'expression dans la région.

La mobilisation des jeunes, notamment des jeunes femmes, et des mouvements auxquels ils s'inscrivent est fondamentale pour la suite.

Le travail au sein d'E-joussour a également permis de réfléchir aux droits des femmes dans les nouveaux contextes de la région, notamment avec la montée d'acteurs islamistes. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer l'impact de leurs stratégies, de leurs actions et de leurs politiques, il est clair que le rôle de la société civile est primordial afin de protéger l'espace démocratique et la liberté d'expression, de mieux circonscrire le rôle de la religion et de continuer à faire avancer les droits des femmes, notamment les plus marginalisées dans la région. Au plan national, il faut continuer de renforcer les réseaux et les organisations de la société civile ; au plan régional, il faut maintenir l'appui au plaidoyer et aux actions collectives en faveur des droits des femmes.

L'Afghanistan

En Afghanistan, Alternatives a maintenu son projet grâce à la contribution d'une ressource inestimable de l'Université d'Ottawa. Ce projet vise à renforcer les mécanismes de gestion de plusieurs ministères afghans, notamment le ministère des finances et le ministère du développement économique, afin d'augmenter leur efficacité et leur efficience. Il s'agit d'un projet qui est relativement peu promu, dans la mesure où l'approche et la thématique sont assez éloignées des autres programmes de l'organisation, mais qui offrent tout de même des possibilités intéressantes. L'an dernier par exemple, l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) avait initialement ouvert les portes pour une continuité au projet. Malheureusement, ces mêmes portes se sont rapidement refermées, malgré une proposition qui correspondait aux commentaires reçus lors d'une rencontre exceptionnelle à Ottawa avec neuf chargés de programmes de l'ACDI. D'autres bailleurs, dont le *Department for International Development* (Angleterre), ont été approchés sans succès sur cette thématique.

L'appui des syndicats en Amérique centrale

En septembre 2010, Alternatives a initié un projet de collaboration avec deux importantes organisations syndicales de l'Amérique centrale, soit la *Central Unica de Trabajadores (CUTH)* du Honduras et la *Central Sandinista de Trabajadores (CST)* du Nicaragua. Ce projet vise l'autonomisation des travailleurs et travailleuses des deux pays une plus grande autonomie. Le programme de formation proposé permet de créer une dynamique intéressante de participation afin de renforcer la gouvernance des organisations syndicales, renforcer la participation des femmes au monde du travail et mieux faire face aux défis de l'intégration régionale.

Ce projet a permis de consolider le partenariat d'Alternatives avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et l'organisation syndicale basque, ELA, mais aussi d'ouvrir d'autres partenariats avec des centrales syndicales de la région, notamment la CUT du Brésil.

Le problème de l'aide canadienne

Si la question du financement de nos activités politiques demeure difficile à répondre, celle du financement de la coopération l'est davantage. Alternatives n'arrive plus à obtenir un appui canadien ni de l'ACDI, ni du Centre de recherche en développement international (CRDI), ni des autres ministères. Plus récemment, une évaluation spontanée de nos projets en Haïti et en

Afghanistan ainsi qu'une lettre du nouveau ministre de l'ACDI, avant même son assermentation, qui questionnait notre rôle en Palestine, témoignent du contrôle exercé par le gouvernement Harper sur la politique de l'aide. Mais l'absence d'appels d'offre rend la situation très difficile pour l'ensemble des organisations québécoises et canadiennes. À moyen terme, il faut espérer un changement important dans les orientations du gouvernement canadien – qui ne peut passer que par un changement de gouvernement – ou encore la mise en place de cette tant espérée Agence québécoise de solidarité internationale (AQSI).

La levée de fonds autonome :

Le travail de levée de fonds autonome d'Alternatives a été marqué au fil des ans par un certain succès de l'approche postale. Les meilleures années ont permis jusqu'à six envois annuels et plusieurs envois de prospection qui visaient à mobiliser de nouveaux donateurs. Dans les dernières années, Alternatives a fait un travail assez remarquable pour transformer ces donateurs ponctuels en donateurs mensuels.

La crise économique jumelée à une surabondance de lettres de sollicitation ont cependant saturé le marché du publipostage au point où la plupart des organisations subissent des reculs. Vu la difficulté de recruter de nouveaux donateurs, la base de données diminue année après année. Il n'y a désormais que quatre envois annuels afin de diminuer l'impact négatif sur les donateurs.

Il est remarquable tout de même de constater, malgré le contexte, un maintien et même un dépassement des dons l'an dernier. Mais il faudra tôt ou tard mettre de l'avant de nouveaux mécanismes de levée de fonds, surtout dans le contexte où il des menaces réelles pèsent sur le statut charitable d'Alternatives. La question de la mise en place de nouvelles activités de levée de fonds est fondamentale.

La mobilisation

Le travail de mobilisation touche l'ensemble des champs d'action et axes transversales : Communication solidaire pour le changement, Formation d'une relève ici et ailleurs, Mise en réseaux et Pérennisation et renforcement du mouvement.

Parmi les stratégies qui furent développées après l'assemblée générale de 2011, on retrouve notamment le développement des campagnes Indignez-vous et sur la Justice climatique. Afin d'appuyer ces nouvelles campagnes, Alternatives a mis au point des outils de communication et a revu ses stratégies de mobilisation.

Première campagne : Indignez-vous

En lançant www.indignez-vous.ca, Alternatives a invité les citoyens du Québec et du Canada à proposer un contrepoint à la vision du monde que veut imposer le gouvernement Harper. Présenté comme une pétition vivante ou une tribune ouverte, le site Web se voulait un espace où chaque citoyen pouvait s'adresser directement au Premier ministre afin de partager ses préoccupations.

L'expérience a attiré un nouveau public qui a perçu l'organisation comme courageuse et novatrice. Mais après quelques semaines et l'avènement du *Printemps érable*, cette campagne

essentiellement francophone a plafonné à quelque 1 500 participants et nous n'avons plus été en mesure de mettre en œuvre les activités prévues (ex : dépôt de la pétition à Ottawa). Sans doute aurait-il fallu interpeler aussi le gouvernement libéral de Jean Charest, mais aussi mieux préciser la visée de cette campagne.

Bien que notre campagne ait attiré plus de 1500 personnes, les couts furent importants en raison notamment de l'achat de publicité dans la presse écrite. Il est trop tôt pour évaluer à quel point cette initiative aura permis de fidéliser de nouveaux membres. Une nouvelle initiative inspirée d'Indignez-vous – www.arretezmoiquelquun.com - a par ailleurs réussi à mobiliser plus de 5000 personnes contre la loi 78 pour aussi rapidement plafonner.

Seconde campagne : Pour la justice climatique

Plusieurs outils et activités ont été développés fin d'exiger la participation des gouvernements du Québec et du Canada au Protocole de Kyoto et la réorientation de la gestion des ressources naturelles dans le sens du bien commun. Alternatives, avec l'appui d'Alternatives International, a lancé un site Web www.justiceclimatique.ca, organisé une délégation au Sommet des peuples de Rio (en plus de fournir un soutien important au Secrétariat du Sommet) et réalisé des activités de formation auprès de syndicats et des activités publiques, dont une soirée avec la militante écologiste brésilienne Marina Silva.

La délégation à Rio a été un succès. Avec plus de 80 personnes participantes, elle a permis de créer de nouvelles alliances avec des syndicats latino-américains, de tisser des liens avec différentes organisations de la société civile au Québec, dont la CLASSE et des syndicats liés à la Fédération des travailleuses et des travailleurs du Québec (FTQ). La présence de la délégation a aussi contribué à faire reconnaître, au niveau mondial par le Sommet des peuples, les dangers que représente la politique du Gouvernement Harper pour tous les peuples du monde,

Dans le cadre de la mobilisation pour le Jour de la Terre, le 22 avril, Alternatives s'est d'ailleurs associé aux grandes organisations environnementales québécoises. On évalue entre 200 à 350 000 la foule qui a exprimé son attachement envers la protection de l'environnement et le bien commun ce jour-là et formé une impressionnante main humaine sur Montréal. Cette mobilisation a également permis un rapprochement avec plusieurs groupes du comité organisateur.

Le site web www.justiceclimatique.ca n'a pas eu le succès anticipé, malgré une entente avec les organisateurs de la délégation de Rio qui devaient s'assurer de l'alimenter régulièrement. Basé sur une formule développée dans le cadre de l'outil <http://soutenez.alternatives.ca>, le nouveau site n'a pas permis de solliciter les fonds ni l'intérêt espérés. Il faudra mieux évaluer les facteurs qui expliquent cet échec. Dans tous les cas, il est permis de croire qu'un outil mettant de l'avant une campagne plus ciblée aurait eu plus de chances de percer.

Alternatives dans le Devoir

L'automne dernier, Alternatives a conclu une entente extraordinaire avec le quotidien *Le Devoir* pour la publication d'une page mensuelle. À la différence du Journal historique, l'objectif de cette page était de mettre de l'avant les projets et les campagnes d'Alternatives, notamment, mais aussi de faire connaître le travail et la vision de l'organisation sur différents enjeux comme la gratuité scolaire. Cette page a d'ailleurs permis de prendre position en faveur de la lutte étudiante.

Bien qu'il n'existe aucun outil pour bien évaluer les retombées de cette initiative, il est clair que les activités promues par ces pages ont attiré un public plus important que par les mécanismes utilisés jusqu'ici.

Le membership

Suivant une volonté partagée d'élargir le membership d'Alternatives depuis les attaques de 2010 du gouvernement fédéral, nous avons fait appel à plusieurs ressources afin d'identifier une stratégie plus efficace et plus efficiente pour mobiliser et fidéliser les membres. Depuis l'été 2010, Alternatives a suivi l'exemple de plusieurs grandes organisations en embauchant des «canevassiers»¹ qui sollicitent des fonds et l'adhésion de nouveaux membres sur la place publique. Alternatives regroupe aujourd'hui 1500 membres.

Après avoir fait affaires avec une entreprise privée en 2010, Alternatives a monté ses propres équipes de recruteurs les deux années subséquentes. En 2012, la formule a donné des résultats plus décevants et posé plusieurs problèmes en termes de suivi.

Mis à part la « technique » de recrutement, il est aussi important de mentionner que nous avons cherché à mobiliser les membres nouveaux et anciens autour de nos campagnes, car il nous est apparu logique que ce soit justement notre action politique d'ici qui puisse générer de l'intérêt pour le statut de membre d'Alternatives. Selon l'hypothèse soutenue par les organismes avec qui nous avons fait affaires, l'idée de devenir membre d'Alternatives tient notamment au fait que l'organisation pose des gestes concrets – les campagnes – pour changer les choses. Dans ce contexte, l'approche des campagnes et les projets que nous entreprenons devraient être le plus tangibles possible, si on veut développer la rétention des membres recrutés et si on veut accroître le financement de l'organisation par le biais de ces actions. Toutefois, on constatait également que la question de la participation des membres aux instances et aux actions de l'organisation, au delà du financement, demeure une question insuffisamment explorée, notamment dans les contextes politique et financier actuels.

Le Festival des solidarités

Les 18^{ème} journées Alternatives se sont traduites par le *Festival des solidarités*, organisé à Montréal, le 9 juin 2012. Cette nouvelle formule printanière, qui a attiré plus d'un millier de personnes, a marqué une belle réussite qui sera reprise l'an prochain, au mois de juin, selon la recommandation adoptée par le conseil d'administration.

La participation d'intervenants de qualité, dont Hervé Kempf et Gabriel Nadeau-Dubois, ont grandement contribué à la réussite de l'évènement. Nous devons en tenir compte lors des prochaines éditions. L'école du Plateau, par ailleurs, s'est révélée un lieu idéal tant pour son site extérieur que pour sa salle de spectacle qui permet de réunir des centaines de personnes.

Au plan financier, une contribution du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) a permis de boucler le budget de l'activité qui s'élevait à \$ 25 000.⁰⁰. Il faut toutefois penser à diversifier les partenaires, car il y aura sans doute moins de ressources disponibles dans les prochaines années.

¹ Définition du dictionnaire

Le Journal des alternatives et Alternatives International Journal

Avec des difficultés notables et des moyens très réduits, Alternatives a maintenu le *Journal des alternatives* et son cousin anglophone, *Alternatives International Journal*, qui fait office de publication d'AlterInter, avec la production mensuelle de bulletins électroniques en anglais et en français distribués à quelque 10 000 adresses courriels. L'édition francophone a été principalement rédigée par des stagiaires alors que la version anglophone a plutôt généralement proposé des articles déjà disponibles sur Internet. Les deux sites ont été mis à jour en 2012.

Les mobilisations du printemps québécois ont permis de faire grimper les statistiques de fréquentation des deux publications et d'augmenter le nombre de propositions spontanées de texte par des lecteurs. Il reste cependant des efforts importants à faire pour assurer la pérennité de ces projets.

Le programme d'agriculture urbaine

Dans le cadre de sa participation au Groupe de travail en agriculture urbaine (GTAU), Alternatives a contribué à la mobilisation citoyenne qui a permis la collecte de près de 30 000 signatures pour demander la tenue d'une consultation publique sur l'état de l'agriculture urbaine à Montréal. Cette mobilisation a été la première démarche officielle complétée dans le cadre du Droit d'initiative issu de la Charte des droits et responsabilités des Montréalais. En guise de reconnaissance, Alternatives et ses partenaires ont reçu le *Prix du maire de Montréal en démocratie* qui récompense une personne, un groupe de personnes résidant à Montréal ou une organisation établie à Montréal qui se serait distingué dans la mise en œuvre ou dans la promotion de la citoyenneté, des processus démocratiques ou de la Charte montréalaise des droits et responsabilités et ayant ainsi contribué à renforcer la démocratie et la citoyenneté à Montréal.

Au mois d'août 2011, en collaboration avec la direction de l'exposition ambulante *Carrot City* qui s'est arrêtée au Palais des congrès, Alternatives a présenté différents projets d'agriculture urbaine qui se sont illustrés par la qualité de leur conception ainsi que par leur adaptabilité aux enjeux urbains.

Avec le projet Eco-Leader, Alternatives et City Farm ont mis en œuvre un programme de formation multidisciplinaire afin de permettre à des jeunes stagiaires de concevoir et de gérer des projets d'agriculture urbaine communautaires. Dans le cadre de ce projet qui arrimait apprentissage théorique et pratique, les stagiaires ont développé plusieurs jardins scolaires en collaboration avec des établissements publics de Montréal.

Le programme d'agriculture urbaine a continué la distribution de bacs « prêt-à-pousser ». Pendant l'année, la vente de quelque 1000 bacs et la tenue d'une série d'ateliers sur la technique de fabrication de bacs munis d'un système d'auto-irrigation à l'aide de matériaux recyclés ont permis de transmettre les techniques d'agriculture hors-sol à un vaste public.

La jeunesse

Depuis sa création, Alternatives organise des stages de solidarité jeunesse qui permettent à la fois de renforcer le travail de ses partenaires outre-mer, de former des jeunes au développement et à la solidarité internationale et de sensibiliser la population aux enjeux de la solidarité. Ce programme jeunesse a permis de mobiliser des centaines de jeunes et est devenue une porte d'entrée au travail d'éducation politique.

Au fil des ans, d'autres jeunes se sont greffés à l'organisation via le programme d'agriculture urbaine, les outils de communication (site web et journaux) et les campagnes. La diminution importante des stages jeunesse dans les dernières années a sévèrement limité la capacité à attirer, mobiliser et encadrer ces jeunes. Esquisser une nouvelle stratégie jeunesse figure parmi les priorités pour l'année à venir.

L'immigration et l'insertion en emploi

Depuis plus de 15 ans, le service d'aide à l'emploi d'Alternatives fournit des services d'intégration au nouvel arrivant dont notamment et principalement les populations immigrées du Maghreb à Montréal.

L'approche proposée par Alternatives est globale : elle considère l'immigrant et son potentiel, la personne et son environnement, son passé et son présent, afin de mieux préparer l'avenir. Le service d'aide à l'emploi aux personnes immigrantes a pour mission d'accueillir l'immigrant, de l'aider à s'établir, à s'adapter et à s'intégrer personnellement, en famille, socialement et professionnellement à la société québécoise.

Malgré la demande qui continue à croître, le contexte a considérablement évolué. La multiplication des acteurs intervenant dans le domaine de l'accueil et de l'intégration des immigrants et les pressions des bailleurs de fonds obligent de réfléchir sur la définition même du programme pour mieux y définir notre spécificité. Le contexte fédéral appelle également à une plus grande concertation avec d'autres acteurs sur les questions de l'immigration et des réfugiés, notamment la loi omnibus 31 (Loi visant à protéger le système d'immigration au Canada), afin de contrer les restrictions et contraintes mises de l'avant par le gouvernement Harper.

DEUXIÈME PARTIE : PERSPECTIVES 2012-2013

PÉRENNISER NOTRE TRAVAIL POLITIQUE

Notre travail à l'international en 2012-2013

À ce niveau, les prochains mois seront très difficiles et les enjeux des plus complexes. D'une part, les guichets canadiens apparaissent de plus en plus rares mais le phénomène n'est pas que local, au contraire. Il en résulte donc que nous devons mettre de l'avant des stratégies pour faire connaître Alternatives à de nouveaux potentiels bailleurs financiers (ex: fondations privées, États-Unis, etc..) en même temps que nous devons imaginer de nouvelles idées de montages financiers qui nous permettront à ces nouveaux partenaires d'appuyer nos projets. L'ère du « un bailleur, un projet » est définitivement derrière nous et le temps dorénavant joue aussi contre nous.

Nous devons de plus faire un travail plus soutenu pour mettre de l'avant nos forces et nos thématiques fondamentales comme celles de l'agriculture urbaine et de la défense des droits humains qui apparaissent maintenant comme des éléments fondamentaux de notre travail à l'international. Le travail humanitaire, comme nous l'avons toujours fait avec des partenaires locaux, demeure aussi une possibilité à envisager.

Maghreb - Machrek

L'hiver dernier, à l'invitation de la Commission européenne, Alternatives a développé une proposition qui aurait permis de poursuivre le travail dans la région, régionale, en mettant l'emphase sur les défenseurs des droits humains dans les pays où les droits sont les plus à risque, en Irak, au Soudan, en Syrie et au Yémen. Malgré une évaluation positive du projet, le financement ne s'est malheureusement pas concrétisé.

Afin de pérenniser le travail dans la région, trois nouvelles notes succinctes ont été présentées dans le cadre de l'appel de projet lancé par *l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme* de la Commission européenne au mois de juillet dernier : une nouvelle version améliorée du projet présenté au mois de janvier, une nouvelle initiative sur la sécurité informatique pour nos partenaires dans la région et une proposition qui vise à appuyer les défenseurs de droits humains au Soudan, particulièrement les jeunes qui mènent depuis plusieurs mois un soulèvement courageux contre le régime autoritaire du président Omar el-Béchar et ses mesures d'austérité. Les réponses sont attendues pour le printemps 2013.

En Irak, Alternatives a continué à appuyer le travail de son partenaire, le *réseau Iraqui Democratic Future Network* (IDFN), qui a traversé ses propres crises internes, mais qui mène malgré tout un travail courageux dans plusieurs provinces du pays.

Alternatives collabore également avec *Un pont per* (UPP), nouveau membre-partenaire d'Alternatives international. Au mois d'octobre prochain, une rencontre dans la ville irakienne de Basra permettra d'explorer de nouvelles façons d'appuyer les partenaires irakiens, notamment à travers l'organisation d'un *Forum social irakien*, initialement présenté comme un forum thématique sur l'intégration et la participation des minorités dans les processus démocratiques du pays, mais qui s'ouvre maintenant sur plusieurs autres thématiques.

Alternatives et l'humanitaire

Dans le contexte où l'essentiel des fonds du Partenariat de l'ACDI demeurent indisponibles (L'ACDI ne fait même pas les appels à projet annoncés), Alternatives doit éventuellement mettre en œuvre une stratégie de redéploiement d'une programmation humanitaire où des fonds continuent d'être versés aux ONG.

Au mois de septembre dernier, Alternatives, en collaboration avec son partenaire Alternative-Niger, a développé une intervention d'aide humanitaire pour appuyer la population nigérienne sévèrement affectée par la crise actuelle. Cette intervention repose principalement sur un appel par publipostage aux donateurs habituels qui rappelle que les fonds amassés jusqu'au 30 septembre seront doublés par le gouvernement canadien. Alternatives souhaite lever quelque 60 000 dollars pour ensuite soumettre une demande de projet plus important à l'ACDI en plus d'organiser à Niamey une mission conjointes avec de potentiels nouveaux partenaires pour éventuellement multiplier les guichets.

L'agriculture urbaine dans le monde

Deux des trois prochains stages QSF porteront sur l'agriculture urbaine, soit au Cameroun afin de pérenniser le programme de Protège QV et au Sénégal avec le Réseau africain pour le droit à l'alimentation (RAPDA). Plus globalement, nous souhaitons faire de la thématique et de l'approche spécifique d'Alternatives un pilier de notre travail international. Nous escomptons soumettre plusieurs autres propositions dans ce sens à divers bailleurs et partenaires potentiels.

Amérique centrale

Au cours des prochains mois, des réunions dans la région ainsi qu'un séminaire international au Honduras permettront d'élaborer un plan pour pérenniser une initiative développée avec la CSN. Le nouveau projet visera à accroître l'influence du mouvement syndical, à augmenter la syndicalisation des travailleuses et des travailleurs de l'Amérique centrale et à renforcer la défense et leur protection face aux multinationales, particulièrement dans le secteur de l'exploitation minière, qui renforce du même coup notre action en environnement.

La question des minières canadiennes dans la région est aussi au centre de nos réflexions. Depuis août dernier, nous avons entrepris de développer des propositions de projets avec des partenaires au Guatemala et Nicaragua pour appuyer des groupes, notamment autochtones, qui sont en lutte contre des entreprises minières canadiennes. Ces idées seront soumises à plus de bailleurs potentiels.

Alternatives International

Le projet de FSM Palestine Libre est né à Ramallah, lors du Forum mondial sur l'Éducation, au sein duquel AlterInter a joué un rôle central dans la promotion et l'organisation de l'événement. Lors du récent Conseil international du FSM à Monastir au mois de juillet dernier, une résolution a permis de créer un Comité international de soutien au Forum, comité coordonné à partir du secrétariat d'AlterInter à Montréal. Le Comité international vise à favoriser l'organisation de délégations issues de multiples pays pour participer au Forum qui se tiendra du 28 novembre au 1^{er} décembre prochains. Plus de 300 organisations ont déjà endossé l'appel au Forum. Deux autres membres de la fédération, *Teacher Creativity Center (TCC)* et *Alternative information center (AIC)* jouent un rôle essentiel au sein du Comité palestinien.

Les discussions sont déjà entreprises au Québec, au Canada et aux États-Unis pour l'organisation de délégations qui participeront à l'évènement. À Montréal, la Coalition pour la Justice et la paix en Palestine coordonne le processus ; dans le reste du Canada, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes a déjà confirmé six délégués.

Un Ponte Per (UPP) et le Forum social Irakien

L'Initiative de la société civile irakienne pour la solidarité (ICSSI), un processus co-initié à Rome il y a trois ans par Alternatives et UPP, continue d'aller de l'avant. La quatrième rencontre déroulera les 20, 21 et 22 octobre à Basra, dans le Sud du pays. AlterInter a joué un rôle essentiel dans le développement de cette idée. La troisième rencontre du ICSSI à Erbil avait porté sur le Forum social et avait été dirigé, en grande partie, par le Secrétaire général d'AlterInter. Ce processus a ainsi favorisé l'intégration d'UPP au sein de la fédération. La rencontre à Basrah devrait permettre d'établir un calendrier pour la tenue de ce premier Forum social irakien.

Quelques notes succinctes communes ont déjà soumises à la Commission européenne, au mois de juillet dernier, qui impliquent UPP, Alternatives international et d'autres membres de la fédération, dont un projet qui vise à protéger le droit d'association et de syndicalisation en Égypte, Tunisie, Iraq, Jordanie, Bahrein et en Algérie. Il s'agit d'une initiative d'un demi millions d'Euro à laquelle participe également la CSN.

Enfin, en préparation du FSM 2013, AlterInter a choisi lors de sa dernière rencontre de favoriser une meilleure compréhension de l'Islam politique en organisant une conférence internationale sur le sujet. L'échéancier n'est pas encore connu mais des discussions auront lieu sous peu. La rencontre préparatoire se tiendra au Maroc.

La mobilisation autour des forums sociaux : le fil à plomb de notre action

Durant les prochains mois, une large part du travail de mobilisation portera sur la tenue de différents forums sociaux, véritable fil à plomb de notre contribution au mouvement altermondialiste ici et ailleurs. À l'échelle de l'État canadien, le *Forum Social des peuples : Québec, Canada et Premières Nations* devrait nous permettre de concrétiser ici une action au coude à coude avec les mouvements sociaux. Le FSM 2013 à Tunis constitue, quant à lui, un rendez-vous majeur du mouvement altermondialiste et du printemps arabe. Nous retenons au moins deux autres forums sociaux stratégiques auxquels nous devons être associés en collaboration avec nos partenaires d'AlterInter,

Par ailleurs, la planification du prochain Festival des solidarités devrait nous permettre de déployer une vision mieux articulée des autres aspects de notre travail au niveau des campagnes, des communications, du financement, des stages jeunesse mais aussi en environnement et employabilité auprès de la population immigrante.

Le Forum Social des peuples - Québec, Canada et Premières Nations

La victoire du printemps érable ouvre un nouvel espoir au Canada pour mobiliser contre le gouvernement Harper. En appui à cette initiative, plusieurs consultations ont été organisées, dont le *Sommet de la société civile* organisé par le Conseil des Canadiens. Ce processus vise à établir

un processus inclusif, participatif et vaste, qui se construit par la base en misant notamment sur la jeunesse.

Les grandes centrales syndicales et des dizaines d'organisations ont participé à une première rencontre le 13 septembre dernier. La coalition *Voices* encourage ses membres à s'y engager. Malgré des défis évidents, Alternatives pourra avoir accès à des ressources financières afin de poursuivre le travail de mobilisation.

L'environnement doit demeurer au centre du processus, car il demeure le principal adversaire du gouvernement Harper dans le contexte du développement de son projet de pétro-économie canadienne. Il s'agit également d'une thématique qui mobilise autant la jeunesse que les nations autochtones.

Du 26 au 29 octobre prochains, plus de 1 500 jeunes se réuniront à Ottawa pour assister à la seconde édition de Power Shift, une rencontre canadienne qui vise à développer des campagnes novatrices pour exiger la fin des subventions fédérales à l'industrie des gaz bitumineux. Alternatives appuiera la tenue de l'évènement et la mobilisation au Québec. Notre appui s'inscrit notamment dans la perspective d'accumuler des appuis au Forum social des peuples. Plusieurs activités touchant au Forum seront organisés dans les prochaines semaines dont sûrement l'annonce de la tenue de l'Assemblée de fondation du Forum social des peuples - Québec, Canada, Premières nations.

Le Forum social mondial 2013 en Tunisie

Le Forum social mondial 2013 se tiendra du 23 au 28 mars prochains, à Tunis. Le FSM 2013 a déjà acquis la participation de plusieurs grands mouvements sociaux, dont *Occupy*, les *Indignados* et *Yen a marre* au Sénégal, ainsi que les jeunes qui ont mené le Printemps érable. Dans un contexte politique marquée non seulement par de nouveaux sociaux partout dans le monde, y compris au Québec, mais aussi par un renforcement des politiques d'austérité dans les pays industrialisés, notamment en Europe, le FSM 2013 constitue en quelque sorte la tentative contemporaine la plus ambitieuse de jonction des mouvements anti-systémiques mondiaux avec un mouvement social régional, dont l'impact au niveau démocratique a fait tomber parmi les régimes les plus rétrogrades de la planète.

L'appui des principales organisations membres et sympathisantes du FSM est crucial pour soutenir les mouvements sociaux tunisiens et maghrébins, pour qu'elles puissent relever les défis au niveau logistique, mais surtout pour exprimer une solidarité indéfectible à leur endroit dans la lutte politique que traverse la région depuis plus d'un an. Au cœur des défis auxquels le mouvement altermondialiste doit répondre, on retrouve le principe fondateur du FSM d'être un évènement rassembleur et inclusif.

C'est pourquoi Alternatives compte contribuer à ce niveau et mettre en place une délégation constituée principalement de membres associatifs et syndicaux et de militantes et militants altermondialistes. Le projet de délégation dépasse le modèle participatif traditionnel au FSM, et s'apparente à celui que nous avons contribué à développer à l'automne 2010 à Ramallah, ou celui qui est en chantier pour la fin novembre au Brésil sur la Palestine. Il s'agit de mettre en place un cadre d'échange d'expériences plus proches des préoccupations stratégiques des mouvements et nouveaux mouvement sociaux arabes et québécois, ce que devrait nous permettre notre relation avec les autres composantes d'AlterInter en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, notamment sur les thématiques de l'Islam politique et de la justice climatique.

Elles doivent offrir aux membres associatifs des occasions singulières d'appuyer la révolution arabe, mais aussi d'en tirer des leçons et une source d'inspiration. C'est à partir de cette approche que nous pourrions envisager des collaborations avec d'autres délégations.

Les Forums sociaux *Palestine libre* et irakien

Le Forum Palestine Libre est aussi attendu au Brésil les 29, 30 novembre et 1^{er} décembre 2012 alors que le Forum irakien apparaît de plus en plus comme réaliste. Avec le réseau AlterInter, Alternatives est au cœur de ces processus et nous viseront dans tous les cas à impliquer nos membres et sympathisants. Dans le cas du FSM *Palestine libre*, en écho aux décisions du Conseil international du FSM en juillet 2012, nous avons cherché à tisser une alliance avec la Coalition québécoise pour la justice et la paix en Palestine (CJPP) pour ce faire.

Le Festival des solidarités

Nous planifions déjà de tenir un second Festival des solidarités en juin 2013, avec un programme plus important et éventuellement une présence directe dans le parc Lafontaine plutôt qu'à l'intérieur de la cour de l'école du Plateau. Des négociations sont déjà en cour avec la Ville de Montréal à cet effet. Le programme culturel notamment sera enrichi et nous espérons améliorer sensiblement plusieurs points logistiques qui ont été critiqués.

La thématique du Festival des solidarités devrait porter autour du développement du Forum social des peuples – Québec, Canada, Premières nations et nous permettre une meilleure articulation du travail dans ce chantier avec l'ensemble de nos campagnes et de nos activités propres. La mise en valeur de nos autres interventions sera aussi une dimension de ce projet.

Ce Festival doit également avoir des objectifs de financement afin non seulement de pérenniser l'évènement, mais offrir à l'organisation des moyens de poursuivre son travail. Nous avons abordé l'aspect financier en ce sens pour le premier festival, mais le temps nous a manqué pour définir une activité susceptible d'avoir un impact au niveau financier. Enfin, et c'est aussi le sens de la recommandation soumise à l'assemblée générale, nous croyons que le festival doit traduire l'appui des membres à plusieurs niveaux. En quelque sorte, ce festival doit devenir un élément moteur de l'ensemble de notre travail et doit être au cœur de notre stratégie de développement de l'organisation

Financement

Au-delà du financement propre au Festival des solidarités, la question de la levée de fonds autonomes sera fondamentale. Il est impératif pour Alternatives d'être en mesure de diversifier ses méthodes de levée de fonds et nous escomptons proposer une nouvelle activité annuelle utilisant l'approche « peer-to-peer », c'est à dire une approche où des membres et sympathisants proches d'Alternatives agissent en levier pour la collecte des fonds, dans la mesure où ils accomplissent des actes hors du commun. On connaît par exemple les exemples où des personnalités vont escalader un mont pour telle ou telle fondation. Amnesty International a par exemple récemment organisé une activité de saut en *bungee*. Le format final de notre activité demeure à inventer. Nous comptons aussi sur le Festival des solidarités pour faire écho à une telle stratégie.

Jeunesse

Afin de pérenniser le programme, des propositions de stages ont été proposées à l'université d'Ottawa (Tunisie, Brésil, Inde et Cameroun) et des propositions seront présentées à *Québec sans*

frontières au mois d'octobre (Cameroun, Équateur et Sénégal). Un projet sera également présenté à l'ACDI si l'appel, prévu généralement à l'automne, est annoncé.

Mais au delà des stages internationaux, Alternatives a d'une part vu dans les dernières années une montée de l'intérêt pour œuvrer ici à Montréal avec l'organisation et d'autre part, des difficultés plus importante pour fidéliser les jeunes.

Ces contradictions montrent d'elles-mêmes l'importance de réfléchir plus avant à l'« offre » qu'Alternatives peut faire aux jeunes, surtout dans le contexte de leur incroyable mobilisation pour durant les derniers mois. La mise en place d'une structure ouverte de participation aux membres et partenaires offrira certainement des occasions pour lier notre offre-jeunesse au travail de l'organisation. Le conseil d'administration devra se pencher sur la question, dans le cadre de son prochain mandat.

Campagne Web et Justice climatique

Le site Justice climatique doit être revu et précisé. L'objectif doit être plus « atteignable » et la campagne doit être davantage en lien avec ce que font nos partenaires et alliés. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs récemment lancé une grande campagne nationale contre les investissements publics du gouvernement canadien dans le secteur des sables bitumineux. Au delà de l'aspect environnemental, cette campagne aurait pour effet de démontrer des inégalités intersectorielles dans les dépenses de l'État, le pétrole contre tout le reste, et donc de toucher nombre de personnes justement affectées par les nombreuses coupures du gouvernement canadien. La campagne aurait aussi pour effet de nous rapprocher de ces communautés, autochtones notamment, affectées par le développement des sables bitumineux.

Enfin, il ne faut pas négliger la possibilité de plus en plus réelle qu'on mette de l'avant le projet d'acheminer ce pétrole via Montréal. Notre présence sur cet enjeu sera fondamentale.

Eco Leadership

Au cours de la prochaine année, Alternatives cherchera à pérenniser son programme Éco-leader et à poursuivre son travail auprès du public, des associations et des élus montréalais pour favoriser le développement de l'agriculture urbaine. L'équipe développe également de nouveaux projets prometteurs, notamment la coordination d'une vaste évaluation alimentaire communautaire dans plusieurs arrondissements de Montréal ainsi que la formation d'animateurs horticoles qui répond à une demande clairement exprimée dans les mémoires présentés lors de la consultation publique sur l'agriculture urbaine.

Mais peut-être au préalable, il faut mettre en œuvre une stratégie qui permettra de recruter de nouveaux membres auprès du public et des dizaines de stagiaires et de bénévoles qui gravitent autour du programme d'agriculture urbaine.

Conclusions globales

Bien qu'il faille reconnaître que nous avons été moins actifs qu'attendu sur les questions d'immigration, nous pouvons aussi conclure, tant sur les scènes politique locale, nationale et internationale, qu'Alternatives est sommes parvenu à maintenir un rythme d'activités et une pertinence importante. Et souvent avec très peu de moyens!

Le recrutement de quelque 2 000 membres devrait permettre la poursuite de ce travail au cours des prochaines années. Il s'agit d'un objectif assez réaliste vu qu'un premier millier de membres a été atteint récemment.

La poursuite du programme de *street marketing* permettrait, en partie, d'atteindre cet objectif. Ce travail doit toutefois être accompagné d'une réflexion visant à inscrire Alternatives comme une organisation essentielle et spécifique qu'il faut appuyer. Un choix plus stratégique des campagnes et de l'engagement d'Alternatives sur la scène nationale et internationale est essentiel. Il faut également mieux définir et communiquer la mission et le travail de l'organisation : bien que la population soit souvent marquée par la résilience et la pertinence de l'organisation, on comprend parfois mal les visées politiques.

Les campagnes doivent s'appuyer sur des outils plus novateurs et plus mobilisateurs, des objectifs plus définis et atteignables et de véritables mécanismes pour en assurer l'évaluation. Il faut également trouver une façon d'impliquer l'équipe d'Alternatives, le conseil d'administration, les membres et les bénévoles en créant des espaces pour ce faire.

Le travail politique d'Alternatives doit être pertinent et ainsi encourager les personnes sympathisantes à devenir membre et à s'impliquer concrètement. Répondre à ce « défi de la mobilisation » implique pour l'organisation de créer davantage d'espace où les membres peuvent être actifs pour l'atteinte des objectifs de l'une ou l'autre des campagnes. Alternatives a sa place parmi les mouvements sociaux, celle d'offrir un lieu d'engagement social au niveau de la solidarité internationale et agir ainsi comme le carrefour de solidarité internationale des mouvements sociaux.

C'est pourquoi, sous l'initiative du conseil d'administration, la mise en place d'une structure plus ouverte à l'action militante des membres, personnes sympathisantes ou provenant d'organismes partenaires, constitue, dans le contexte, une des réponses que l'organisation peut et doit offrir.

Par ailleurs, la mise en branle de la réflexion entourant la planification stratégique qui arrive à échéance avec l'été 2013, offre une occasion formidable pour actualiser la posture internationaliste dans le débat aux facettes multiples sur la portée des activités des organismes de coopération internationale, au Canada comme au Québec.

C'est par une mobilisation constante de nos effectifs, membres et sympathisants, qu'Alternatives pourra poursuivre son travail politique en phase avec les recompositions politiques sur le terrain social comme celui de la coopération et de la solidarité internationales.

Projet de recommandation du conseil d'administration à l'Assemblée générale d'Alternatives du 20 octobre

- Considérant les positions d'Alternatives comprises dans sa déclaration de 2011 en vue de jouer un rôle accru comme composante du mouvement social au Canada et au Québec
- Considérant la planification stratégique 2008-2013, notamment dans la volonté de traduire la solidarité en action et de lier solidarité internationale et action politique au Québec et au Canada au bénéfice des mouvements sociaux;
- Considérant la remise en question de l'autonomie des organisations non gouvernementales (ONG) en coopération internationale et de la redéfinition du financement des ONG par l'orientation du gouvernement conservateur
- Considérant la posture critique d'Alternatives devant les politiques néolibérales en coopération et en solidarité internationale
- Considérant le document Bilan 2011-2012 et Perspectives 2012-2013 intitulé *Le défi de la solidarité*, notamment sur la nécessité de développer de nouvelles perspectives en coopération et en solidarité internationale dans un le contexte du renforcement des politiques néolibérales
- Considérant la volonté de jouer un rôle accru au niveau politique comme une partie intégrante de l'action des mouvements sociaux;
- Considérant la place qu'occupe la tenue des forums sociaux dans la stratégie altermondialiste d'Alternatives, notamment le Forum social des peuples Québec, Canada et Premières nations, le FSM 2013 en Tunisie, celui pour la Palestine libre au Brésil et sur l'Irak
- Considérant les exigences d'un financement autonome pour une action politique indépendante des projets en coopération internationale
- Considérant l'importance de répondre avec ouverture à la demande d'engagement social des membres et organismes partenaires d'Alternatives

L'assemblée générale 2012 d'Alternatives demande au conseil d'administration de

- ✓ mettre en place un Comité d'action et de mobilisation du conseil d'administration, doté d'un fonctionnement autonome, composé de membres, personnes sympathisantes ou représentantes d'organisations sociales et politiques, dont le premier plan de travail 2012-2013 visera à contribuer à
 - la réalisation du Forum social Québec, Canada, Premières nations,
 - la constitution d'une délégation d'Alternatives au Forum social mondial 2013 en Tunisie,
 - la tenue du Festival des solidarités 2013, au plan politique, culturel, organisationnel et financier
- ✓ planifier la consultation pour le renouvellement de la planification stratégique 2013-2018, à partir d'une discussion critique de l'action des ONG en coopération internationale, afin de mieux définir celle d'Alternatives dans la prochaine période.